

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 BETHUNE

Lille, **22 NOV. 2022**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARDO-VIOLAINES SAS
CHEMIN DE LA COCHIETTE
62138 VIOLAINES

Références : B1-230-2022
Code AIOT : 0007000666

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/11/2022 dans l'établissement ARDO-VIOLAINES SAS implanté Chemin de la Cochiette 62138 VIOLAINES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à l'incident survenu sur le site le 23 octobre 2022

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARDO-VIOLAINES SAS
- Chemin de la Cochiette 62138 VIOLAINES
- Code AIOT : 0007000666
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

La société ARDO VIOLAINES SAS a pour activité la surgélation de légumes. Les produits majoritairement traités sur le site de Violaines sont les oignons, les pois, les haricots et les choux (choux fleurs et choux de Bruxelles).

En fonction du type de légumes, les opérations suivantes peuvent être effectuées :

- coupe, pelage, triage...
- lavage

- blanchiment
- surgélation
- calibrage
- conditionnement

Les bâtiments existants sont composés principalement d'un hall de préparation, d'une zone de blanchiment, de zone de surgélation, d'une zone de conditionnement, de chambres froides.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite incident du 23 octobre relatif à un feu couvant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La visite a permis de constater l'ampleur limitée de l'incident qui n'a occasionné que très peu de dégâts, pas de pertes d'exploitation et pas d'effet en dehors du site.
Elle a également permis de constater la mise en oeuvre des mesures immédiates décrites dans le rapport transmis à l'inspection.
S'agissant des mesures à venir, l'exploitant a indiqué être en phase d'acquisition d'une seconde caméra thermique qui permettra les contrôles thermographiques lors des arrêts du site et d'un nouveau calorifuge qui n'absorbera plus les éventuels débords d'huile de friture.
L'inspection demande à l'exploitant de l'informer lors de la mise en place de ces mesures.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accident/incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article Article R512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort que l'exploitant a bien su maîtriser l'incident et ensuite l'analyser pour mettre en oeuvre des mesures visant à empêcher cet incident de se réitérer.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accident/incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article Article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a transmis le 24 octobre son rapport relatif à l'incident survenu le 23 octobre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet



Ardo Violaines s.a.s.
Chemin de la Cochiette
62138 VIOLAINES - FRANCE
Tél. 33 (0) 3 20 29 30 30
Fax 33 (0) 3 20 29 36 10

SERVICE :
N/RÉF.
V/RÉF.

DREAL Hauts-de-France
Arrive le :

2 NOV. 2022

Unité Départementale de l'Artois

Violaines, le 25/10/2022

A l'attention de Monsieur Verslype, Inspecteur de l'Environnement – Spécialité Installations Classées

Objet : rapport d'incident feu couvant du 23/10/2022

LRAR

Monsieur,

Vous trouverez joint à ce courrier le rapport d'incident concernant le feu couvant survenu sur notre site ce dimanche 23/10/2022.

Ce feu couvant s'est produit au milieu de la nuit de samedi à dimanche, peu avant 3h, en l'absence d'activité et de personnel. L'alarme incendie s'est enclenchée grâce à la détection optique et a été correctement transmise par notre centrale d'appel. La procédure de levée de doute a été exécutée conformément à nos procédures et les secours ont été appelés rapidement.

Cet incident a eu des conséquences mineures. Nous ne déplorons aucun blessé et peu de dégâts matériels. Le sinistre est resté circonscrit à l'intérieur du site et n'a pas généré de perte d'exploitation.

Vous trouverez le récit détaillé de l'incident, ainsi que l'analyse des causes et notre plan d'action dans le rapport joint.

Nous nous tenons à votre disposition pour toute demande d'informations complémentaires.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Sylvain BOURDON
Directeur d'exploitation



Rapport d'incident

R 512-69 du code de l'environnement

Feu couvant cuve huile overnight A le 23/10/2022 à 02h58

Lieu : ARDO Violaines SAS, chemin de la Cochiette 62138 Violaines

Résumé des faits :

- Le directeur de site, Sylvain Bourdon a reçu un appel automatique de la centrale d'appel pour un déclenchement d'alarme feu dans la nuit du 23/10/2022 à 02h58
- Le site était fermé, il n'y avait aucune activité
- La présence de fumée a été relevée pendant la procédure de levée de doute ; il n'y avait pas de flammes ni de dégagement de chaleur ; Monsieur Bourdon a appelé les pompiers
- Les pompiers ont identifié l'origine du feu couvant dans le calorifuge de la cuve d'huile overnight A servant au stockage de l'huile alimentaire de la friteuse lors des opérations de nettoyage
- Les pompiers ont inerté la cuve et procédé au démontage et à l'évacuation du calorifuge brûlé
- L'intervention s'est terminée le 23/10/22 à 13h



Chronologie de l'incident :

- 02h58 : réception de l'alarme feu de la centrale d'appel par Sylvain
- 02h59 : appel de l'astreinte technique
- 03h19 : arrivée de Sylvain Bourdon sur site pour la levée de doute ; constat de présence de fumée en sortie tunnel et dans le bunker VR4
- 03h20 : appel des pompiers
- 03h30 : arrivée de l'astreinte technique (Carl Facon)
- 03h35 : mise en route des extracteurs de la ligne friteuse pour désenfumer
- Vers 03h40 : arrivée des pompiers de Haisnes-Vermelles
 - Identification de l'origine du feu → combustion de la laine de roche du calorifuge de la cuve overnight A dans le bunker friteuse VR4 au point bas de la virole de la cuve
 - Arrivée des autres équipes de pompiers
 - Arrivée des services Enedis + GRDF
- 04h25 : arrivée de la responsable sécurité du site (Marina Svatos)
- Vers 04h45 : arrosage de la cuve pour refroidir le calorifuge en combustion
 - Démontage du calorifuge + inertage au fur et à mesure
- 07h00 : bilan des causes probables avec le SDIS
- 07h30 : vérification de l'absence de monoxyde de carbone par les pompiers
- 08h00 : décision de laisser une équipe de pompiers pour continuer à démonter le calorifuge et inerte jusqu'à 14h ; départ des autres équipes
- 13h00 : fin de l'intervention et départ de la dernière équipe de pompiers

Causes :

Infiltration d'huile dans le calorifuge de la cuve overnight A suite à un débordement par le trop plein et auto-inflammation par oxydation :

- Trop plein débouchant sur le calorifuge au-dessus de la cuve, rejet d'huile alimentaire par le trop plein et infiltration dans la laine de roche du calorifuge
- Accumulation d'huile dans des conditions de température élevées (huile alimentaire à 150°C)
- Réaction d'oxydation exothermique entre l'huile et l'oxygène de l'air maximisée par l'absorption de l'huile par la laine de roche
- Déséquilibre de la balance thermique : accumulation de chaleur plus rapide que la dissipation lors des phases d'arrêt de ligne le weekend
- Atteinte de la température d'auto-inflammation de l'huile ; apparition d'un point chaud puis d'un feu couvant

Le dysfonctionnement à l'origine de l'incident est le débordement de la cuve overnight. L'enquête est en cours pour identifier l'origine de ce dysfonctionnement. Le système d'extinction automatique (sprinklage + AFFF) du bunker ne s'est pas déclenché car la température était trop basse pour atteindre le seuil de déclenchement de la détection thermique (120°C sur le câble LIST au plafond, 141°C sur les ampoules sprinkler). Tous les systèmes de sécurité incendie étaient fonctionnels.

Conséquences :

- Dommages humains : aucun
- Dégâts matériels : mineurs

- Calorifuge endommagé et intégralement démonté
- Un éclairage néon fondu
- Impact sur l'environnement : aucun
 - Eaux d'extinction captées dans le système de traitement de l'usine
 - L'essentiel des fumées est resté dans le bâtiment, aucun rejet massif de fumées d'incendie à l'extérieur
 - Déchets → débris de calorifuge consommés et coquilles inox
- Impact économique : mineur
 - Aucune perte d'activité, pas de chômage technique
 - Remplacement du calorifuge brûlé à chiffrer
 - Remplacement d'un tube néon

Plan d'action :

- Mesures immédiates
 - Mise à nu de la cuve overnight A, nettoyage et protection par barrières avant le redémarrage de la production
 - Vérification du cordon chauffant de la cuve (exclusion du défaut électrique des causes probables du départ de feu car non alimenté)
 - Contact d'un calorifugeur pour refaire le calorifuge de la cuve
 - Modification du trop plein pour évacuer l'huile via une canalisation jusqu'au sol
 - Formalisation de la procédure de prise en charge d'un feu couvant dans un calorifuge de cuve/tuyauterie + surveillance thermographique + formation du personnel
 - Information de la DREAL
- Mesures complémentaires
 - Investigation sur l'origine du débordement de la cuve overnight
 - Remplacement des isolants en laine de roche par des isolants en verre cellulaire (Foamglas) → suppression du phénomène d'absorption de l'huile par la laine de roche → suppression du phénomène d'oxydation dans les coquilles de calorifuge → suppression du potentiel de feu couvant
 - Contrôle préventif de l'état du calorifuge de la cuve overnight B
 - Achat d'une seconde caméra thermique pour les contrôles thermographiques avant fermeture du site (weekend, jours fériés)
 - Étude pour l'ajout d'une détection optique de fumée fonctionnelle pendant les périodes d'arrêt → faciliter la détection précoce d'un feu couvant sur la ligne friteuse en l'absence de personnel sur le site

ARBRE DES CAUSES

